

## 38. LES DROITS DE LA PERSONNE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

### CONTEXTE

L'idée de lier de façon formelle le respect des droits de la personne et la quête de la démocratie dans un pays, à l'aide qu'on lui fournit a été formulée pour la première fois en 1987, dans un rapport de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). C'est cette année-ci, toutefois, que le gouvernement canadien a énoncé cette politique avec plus de fermeté et de publicité que précédemment. Le premier ministre Mulroney a évoqué ce lien lors de deux grands sommets, celui des chefs de gouvernement du Commonwealth et celui de la Francophonie. Ce thème a également été repris par la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, et par M<sup>me</sup> Monique Landry, ministre des Relations extérieures. On a pu constater le nouvel intérêt qu'il a suscité à l'occasion d'un débat spécial à la Chambre des communes.

Le présent chapitre vise à présenter un bref aperçu de cette question à partir de discussions du gouvernement et de débats de la Chambre.

### POSITION ACTUELLE DU CANADA

À la réunion des chefs de gouvernement d'octobre 1991, la possibilité de lier l'aide internationale au respect des droits de la personne, soulevée par le premier ministre canadien, a reçu un accueil mitigé. Dans son discours, M. Mulroney a déclaré :

Pour le Canada, la voie est claire : il orientera de plus en plus son aide au développement vers les pays qui respectent les droits fondamentaux et les libertés individuelles de leurs peuples. Le Canada ne subventionnera pas la répression et l'étouffement de la démocratie.<sup>1</sup>

Bien que certains pays, comme la Grande-Bretagne et l'Australie, aient partagé cette opinion, la plupart des États ont estimé que le moment d'entamer un débat sur ce sujet était mal choisi. Parmi une longue liste de priorités figurant dans la déclaration publiée à la fin de la réunion figurait l'engagement de porter une attention particulière aux droits de la personne.

---

<sup>1</sup> Cabinet du premier ministre, «Notes pour une allocution du premier ministre Brian Mulroney, survol de la situation politique mondiale», 16 octobre 1991, p. 2.